

# La diplomatie française a prôné l'intégration dans le gouvernement rwandais de responsables ou complices du génocide

Dossiers noirs, 4 novembre 1996

Après l'assassinat du Président Habyarimana, Paris a reconnu de facto le Gouvernement intérimaire rwandais (GIR), concocté par le Hutu power dans les murs de l'ambassade de France. Que le Président de la République désigné par ce pouvoir autoproclamé, Théodore Sindikubwabo, ait donné personnellement le signal des massacres à Butare - la seconde ville du pays, épargnée jusqu'au 19 avril - n'y a rien changé : le GIR est resté l'interlocuteur de la diplomatie française, dans ses sièges successifs de Kigali à Bukavu, comme à Paris ou aux Nations unies. On avait trop besoin de le "reconnaître" - et de fermer les yeux sur le génocide qu'il commettait : il fallait entretenir la perspective d'une négociation entre "les deux parties".

Cette perspective mythique et/ou indigne est loin d'être abandonnée. Comme l'observe Simon Malley, "le problème essentiel en ce qui concerne l'avenir à court et moyen terme de la situation au Rwanda est bien de savoir ce que veut Paris, ce qu'il souhaite, quel jeu il joue. En fait, si la classe politique actuellement au pouvoir est divisée, ses objectifs sont identiques. Une forte tendance se dessine en faveur

d'un pourrissement maximum de la situation rwandaise. Cela permettrait le retour des forces de l'ancien gouvernement et un partage du pouvoir sous une forme ou une autre [...], éventualité que rejettent catégoriquement les dirigeants hutus et tutsis du FPR, qui ne sauraient cohabiter avec les massacreurs d'un million de Rwandais (57)".

Colette Braeckman précise : "Les pressions se multiplient pour que le gouvernement de Kigali s'élargisse, intègre d'autres personnalités dans son équipe", et notamment "M. Dismas Nsengaremye, l'ancien Premier ministre issu du parti d'opposition, le Mouvement démocratique républicain [...]. S'opposant en cela à l'actuel Premier ministre Faustin Twagiramungu, M. Nsengaremye avait, jusqu'à la veille du drame, refusé de se désolidariser de l'aile dure de son parti, des partisans de la tendance "hutu power" (58)". Pour empêcher que les accords d'Arusha ne mettent en minorité le général Habyarimana, Paris avait en effet beaucoup œuvré à la division des partis de l'opposition rwandaise. L'Elysée et les services secrets prônaient une sorte de "front de race" - selon l'expression de Jean-Pierre Chrétien : "Hutus de tous

les partis, unissez-vous!”. Ceux qui cédèrent à ces sirènes accompagnèrent la radicalisation du régime et sa dérive jusqu’au génocide. Ceux qui n’y trempèrent pas conservent la crédibilité d’un von Papen.

A Biarritz, Colette Braeckman a ajouté le témoignage suivant : « La famille d’un officier rwandais m’a fait part d’une lettre que celui-ci lui avait envoyée fin août, en provenance de Goma : “Je suis ici, je voudrais rentrer, mais je suis prisonnier de mes compagnons qui sont tous là en territoire zaïrois. Ne vous trompez pas, il s’agit d’une manœuvre : le gouvernement intérimaire avec les éléments durs de l’armée se replie au Zaïre, il a pris la population en otage, parce qu’ils essaient,

avec le soutien actif du Président Mitterrand et du Président Mobutu, de se poser comme interlocuteurs valables, de pouvoir revenir au Rwanda et de participer au futur gouvernement”. Je constate que, jusqu’à aujourd’hui, c’est exactement ce qui se passe (59) ».

Les visites à Paris de Mathieu Ngirumpatse et Jérôme Bicomumpaka n’avaient sans doute pas d’autre signification.

57. Rwanda : le bilan tragique de l’opération Turquoise, *Le Nouvel Afrique Asie*, 9/94.

58. La lutte politique se poursuit, in *Le Soir* (Bruxelles), 19/09/94.

59. L’Afrique à Biarritz, op. cit., p. 131.